

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2015/24246]

18 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal octroyant
un subside à l'A.S.B.L. « Erreurs médicales »

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2015, le budget 25, article 51 61 33 00 01;

Considérant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, articles 121 à 124;

Considérant l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, l'article 15, § 1^{er}, 4^o, c);

Considérant l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, l'article 1^{er}, remplacé par la loi du 7 juin 1994;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une subvention de deux mille euros (2.000 euros), imputable à l'article 51 61 33 00 01 du budget du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, année budgétaire 2013, est allouée à l'A.S.B.L. « Erreurs médicales », rue Remparts des Moines 53, à 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise : 459.601.638; CB. : BE54210087450097) pour sa mission consistant à faciliter l'accès à la reconnaissance de la faute médicale, à gérer les dossiers et leur suivi et à faciliter et améliorer les contacts entre les différents acteurs du domaine (médecins, patients, mutuelles, services publics, assurances, avocats) ainsi que pour réaliser un rapport de ses activités, contenant les statistiques relatives à celles-ci, sous une forme à déterminer avec le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

La subvention est octroyée à l'A.S.B.L. « Erreurs médicales » pour les activités susmentionnées réalisées en 2015.

Art. 2. Les frais afférents à l'exécution du projet précité seront remboursés au bénéficiaire au fur et à mesure de l'introduction des pièces justificatives relatives aux frais de personnel et de fonctionnement de l'A.S.B.L. « Erreurs médicales », à l'exclusion des frais d'investissement, avant le 31 mars 2016, date limite, auprès de la Direction générale Soins de Santé (Eurostation, Bloc II, bur. 1E361, place Victor Horta 40, boîte 10, à 1060 Bruxelles), à concurrence du montant mentionné à l'article 1^{er}.

Art. 3. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 septembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2015/24246]

18 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit houdende toekenning
van een toelage aan de V.Z.W. « Erreurs médicales »

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 december 2014 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2015, budget 25, artikel 51 61 33 00 01;

Overwegende de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikelen 121 tot 124;

Overwegende het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, artikel 15, § 1, 4^o, c);

Overwegende het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaring te doen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, artikel 1, gewijzigd bij de wet van 7 juni 1994;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een toelage van tweeduizend euro (2.000 euro), aan te rekenen ten laste van artikel 51 61 33 00 01 van de begroting van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, begrotingsjaar 2013, wordt toegekend aan de V.Z.W. « Erreurs médicales », Papenvest 53, te 1000 Brussel (ondernemingsnummer : 459.601.638; bankrek. : BE54210087450097) voor haar opdracht die erin bestaat de toegang tot de erkenning van de medische fout te vergemakkelijken, de dossiers en hun opvolging te beheren en de contacten tussen de verschillende actoren van het domein (artsen, patiënten, ziekenfondsen, overheidsdiensten, verzekeringen, advocaten) te vergemakkelijken en te verbeteren, alsook om een activiteitenverslag op te stellen met statistische gegevens ter zake, in een vorm die vastgelegd wordt in samenspraak met de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

De toelage wordt toegekend aan de V.Z.W. « Erreurs médicales » voor de bovenvermelde activiteiten die in 2015 worden verwezenlijkt.

Art. 2. De kosten van voornoemd project zullen aan de begunstigde terugbetaald worden naarmate de documenten ter staving van de personeelskosten en kosten in verband met het functioneren van de V.Z.W. « Erreurs médicales », met uitzondering van investeringskosten, voorgelegd worden, uiterlijk vóór 31 maart 2016, aan het Directoraat-generaal Gezondheidszorg (Eurostation, Blok II, bur. 1E361, Victor Hortaplein 40, bus 10, te 1060 Brussel), dit binnen de perken van het in artikel 1 vermelde bedrag.

Art. 3. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 september 2015.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11407]

19 MARS 2014. — Arrêté royal relatif au règlement transactionnel des
infractions à la loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres
d'accès à des événements

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements, l'article 13, in fine;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 17 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 2013;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11407]

19 MAART 2014. — Koninklijk besluit betreffende de minnelijke
schikking bij inbreuken op de wet van 30 juli 2013 betreffende de
verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 30 juli 2013 betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen, artikel 13, in fine;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 17 oktober 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 11 december 2013;

Vu l'avis 55.137/1 du Conseil d'État, donné le 13 février 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les procès-verbaux constatant des infractions visées à l'article 9 de la loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements, ci-après dénommée la loi du 30 juillet 2013, et dressés par les agents commissionnés par le ministre ayant l'Économie dans ses attributions, sont transmis au directeur général de la Direction générale du Contrôle et de la Médiation du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes Moyennes et Énergie.

Art. 2. Les sommes qu'il est proposé au contrevenant de payer à titre transactionnel au sens de l'article 13 de la loi du 30 juillet 2013, ne peuvent être inférieures à 26 euros, ni excéder 60.000 euros.

Art. 3. Avant d'envoyer la proposition de paiement au contrevenant, une copie du procès-verbal constatant l'infraction lui est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au plus tard le trentième jour qui suit celui de la date du procès-verbal.

Art. 4. Toute proposition de paiement, accompagnée d'un bulletin de versement ou de virement, est envoyée au contrevenant par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, dans un délai de six mois à compter de la date du procès-verbal.

La proposition mentionne le délai dans lequel le paiement doit être effectué. Ce délai est de huit jours au moins et de trois mois au plus.

Art. 5. Si aucune proposition de paiement n'a été faite dans le délai prévu par l'article 4, alinéa 1^{er}, le procès-verbal est transmis au procureur du Roi.

Art. 6. En cas de non-paiement dans le délai mentionné dans la proposition de paiement, le procès-verbal est transmis au procureur du Roi.

Art. 7. Le ministre qui a l'Économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Économie,
des Consommateurs et de la Mer du Nord,
J. VANDE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11408]

21 MARS 2014. — Arrêté ministériel désignant les fonctionnaires chargés de proposer aux auteurs d'infractions à la loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements, le règlement transactionnel visé à l'article 13, de la loi précitée

Le Ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord,

Vu la loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements, l'article 13 ;

Vu l'arrêté royal du [...] relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 30 juillet 2013 relative à la revente de titres d'accès à des événements;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 17 octobre 2013 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 2013;

Gelet op advies 55.137/1 van de Raad van State, gegeven op 13 februari 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Économie, Consumenten en Noordzee,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De processen-verbaal houdende vaststelling van inbreuken bedoeld in artikel 9 van de wet van 30 juli 2013 betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen, hierna te noemen de wet van 30 juli 2013, en opgemaakt door de ambtenaren aangesteld door de minister bevoegd voor Économie, worden overgezonden aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Controle en Bemiddeling van de Federale Overheidsdienst Économie, K.M.O., Middenstand en Energie.

Art. 2. De bedragen die bij wijze van minnelijke schikking in de zin van artikel 13 van de wet van 30 juli 2013, ter betaling worden voorgesteld aan de overtreder, mogen niet lager zijn dan 26 euro, en niet hoger dan 60.000 euro.

Art. 3. Vooraleer het voorstel tot betaling toe te zenden aan de overtreder wordt hem een afschrift van het proces-verbaal waarbij de inbreuk wordt vastgesteld, ter kennis gebracht bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, en dit uiterlijk de dertigste dag na de datum van het proces-verbaal.

Art. 4. Elk voorstel tot betaling wordt, vergezeld van een stortings- of overschrijvingsformulier, binnen zes maanden te rekenen vanaf de datum van het proces-verbaal, aan de overtreder toegezonden bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Het voorstel vermeldt de termijn waarbinnen de betaling moet worden gedaan. Deze termijn is ten minste acht dagen en ten hoogste drie maanden.

Art. 5. Indien geen voorstel tot betaling wordt gedaan binnen de termijn bepaald in artikel 4, eerste lid, wordt het proces-verbaal overgezonden aan de procureur des Konings.

Art. 6. Bij niet-betaling binnen de termijn vermeld in het voorstel tot betaling, wordt het proces-verbaal overgezonden aan de procureur des Konings.

Art. 7. De minister bevoegd voor Économie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2014.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Économie,
Consumenten en Noordzee,
J. VANDE LANOTTE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11408]

21 MAART 2014. — Ministerieel besluit houdende de aanstelling van de ambtenaren die ermee belast zijn aan de daders van inbreuken op de wet van 30 juli 2013 betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen, de minnelijke schikking bedoeld in artikel 13, van de voornoemde wet, voor te stellen

De Minister van Économie, Consumenten en Noordzee,

Gelet op de wet van 30 juli 2013 betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen, artikel 13;

Gelet op het koninklijk besluit van [...] betreffende de minnelijke schikking bij inbreuken op de wet van 30 juli 2013 betreffende de verkoop van toegangsbewijzen tot evenementen;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 17 oktober 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 11 december 2013;